



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



06650-F



Distr. LIMITEE

ID/IG.204/10
25 août 1975

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Consultation régionale sur la promotion
de la recherche et des services industriels
en Afrique.

Lagos (Nigeria), 15-19 septembre 1975

BESOINS DE L'INDUSTRIE^{1/}

par

E.A. Ocloo*

* Président de la Ghana Manufacturers Association.

1/ Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues du Secrétariat de l'ONUDI. Le présent document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

Id.75-6901

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards even though the best possible copy was used for preparing the master fiche

INDUSTRIALISATION

On n'insistera jamais assez sur l'importance de la recherche scientifique et industrielle pour les pays en voie de développement. En effet, l'Afrique ne sera vraiment indépendante que si l'on emploie des méthodes scientifiques pour promouvoir une industrialisation aussi rapide que possible de l'ensemble du continent. Nous sommes heureux de constater qu'avec l'aide de certains organismes des Nations Unies, de nombreux instituts de recherche scientifique et industrielle ont été créés dans les pays en voie de développement pour répondre à ce besoin. Cela explique pourquoi ces pays accueillent avec tant de satisfaction les activités de l'OUDI.

Pour l'Afrique, le programme de l'OUDI dans le domaine de l'industrialisation est une véritable bénédiction car c'est exactement le genre de programme qui peut l'aider à accéder à l'indépendance économique et ainsi à se libérer véritablement. Il est en effet évident que si la plupart des pays africains sont politiquement indépendants, la majorité d'entre eux sont encore tributaires des pays développés sur le plan économique. Anxieux de remédier à cet état de chose catastrophique, nombre d'entre eux ont déjà créé et créent encore, à la hâte, toutes sortes d'industries sans disposer des données techniques et économiques nécessaires quant à leur viabilité. Des exemples typiques en sont fournis par mon propre pays où l'on a construit deux conserveries, l'une de mangues et l'autre de tomates, sans avoir déterminé au préalable si les fruits cultivés dans les régions où ces conserveries ont été créées pouvaient être traités ou si les sols convenaient à la culture des variétés nécessaires.

Tout ceci pour vous donner une idée des besoins des pays d'Afrique dans le domaine de l'industrie, du niveau de leurs connaissances en ce qui concerne la création d'entreprises industrielles, de la contribution que les chercheurs pourraient leur apporter et de ce qu'ils attendent d'eux.

S'ils veulent promouvoir l'industrialisation des pays en voie de développement d'Afrique, les chercheurs de ces pays auront donc bien plus à faire que leurs homologues des pays développés, ne serait-ce que parce que certains pays en voie de développement ne disposent pas du personnel qualifié nécessaire pour établir des plans réalistes d'industrialisation susceptibles d'orienter leurs travaux. Très souvent, certains de ces pays demandent à des experts étrangers de les aider à créer des industries. Or, il

arrive fréquemment que ces experts ne prennent pas la peine d'étudier convenablement les conditions locales avant de décider du type d'industrie à créer. Dans certains cas, les intéressés ne sont même pas consultés. Les experts décident pour eux et créent des usines qui devront importer de leur pays toutes les matières premières dont elles auront besoin pour fonctionner.

Il faut donc que les chercheurs participent à l'élaboration des plans d'industrialisation du gouvernement faute de quoi ils les connaîtront mal et leurs travaux ne donneront pas les résultats attendus. Cette idée peut sembler bonne mais il est à craindre que les fonctionnaires compétents voient cela d'un mauvais oeil si l'on pouvait toutefois trouver le moyen de faire participer les chercheurs, notamment ceux qui travaillent dans l'industrie, à la planification économique et industrielle à l'échelon le plus élevé, on éviterait d'établir des plans d'industrialisation irréalistes qui obligent à puiser dans nos maigres réserves de devises.

L'industrie est indispensable dans tous les pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement et lorsqu'on établit des plans de développement industriel il convient de donner la priorité aux secteurs qui satisfont les besoins essentiels de l'homme à savoir l'alimentation, le logement et l'habillement; viennent ensuite les industries dont la production est destinée en grande partie à l'exportation et enfin celles produisant des articles de luxe. L'industrie est nécessaire non seulement pour satisfaire les besoins matériels de l'homme mais aussi pour lui permettre d'exercer sa créativité et c'est ainsi que la science a donné naissance à la recherche scientifique. Un instinct pousse l'homme à améliorer continuellement ses conditions de vie et cet instinct se développe grâce à l'éducation. A l'origine, l'homme se nourrissait de feuilles, de légumes et de fruits crus, mais par la suite la découverte du feu lui a permis de faire cuire les légumes. Les huttes en branchages ont été remplacées par des constructions en pisé dotées d'un toit amélioré fait de feuilles ou d'herbe tandis que les peaux ont remplacé les feuilles dans l'habillement. Cet instinct s'est étonnamment développé grâce à l'éducation et nous pouvons maintenant manger des aliments en conserve, habiter dans des gratte-ciels et nous habiller avec les tissus fabriqués dans nos usines. Tout cela est le fruit de cette créativité ou de ce que j'appellerai la science.

Comme je l'ai déjà dit, l'industrie revêt une importance capitale, voire vitale, pour l'économie d'un pays, ce qui explique en partie le phénomène de la colonisation et la crise matérielle actuelle dont un exemple typique nous est fourni par le conflit politique en Afrique du Sud. L'industrie est nécessaire pour satisfaire les besoins de la population et du tourneur du travail et constitue une source de revenu tant pour les gouvernements que pour les particuliers.

Lorsqu'on envisage de créer une industrie, il faut élucider trois points principaux. Le premier a trait au marché. De quels produits la population a-t-elle besoin et en quelles quantités. Il convient ensuite de déterminer comment satisfaire ces besoins et ce qu'il faut pour y parvenir. Avant de se mettre à l'oeuvre, on doit obtenir une réponse à toutes ces questions et à cette fin, on fait ce que les spécialistes appellent une étude de faisabilité. Une telle étude n'est pas toujours entièrement satisfaisante mais elle fournit des indications précieuses. Elle permet en effet de connaître avec précision la taille du marché, le montant des capitaux nécessaires pour les immobilisations et le fonds de roulement, le nombre de personnes dont on aura besoin pour le projet et leur niveau de qualification, les matières premières disponibles, etc. S'il s'agit d'une fabrique de produits alimentaires ou bien d'une entreprise polluante ou particulièrement bruyante, son emplacement devra être choisi avec soin. Ainsi, les fabriques de produits alimentaires doivent être implantées dans les régions où elles pourront s'approvisionner facilement en produits agricoles.

Comme je l'ai déjà dit, il est arrivé que les gouvernements comme les particuliers créent des entreprises sans suivre la procédure appropriée, mais la question est de savoir s'il est facile aujourd'hui de remédier à cette situation. La réalisation d'une étude de faisabilité étant longue et coûteuse, de nombreux Africains trouvent que cette méthode est difficile à appliquer. Les organismes spécialisés mettent parfois huit mois à établir de telles études et se font payer jusqu'à cinq cents de l'heure. Cela est particulièrement frustrant et fait que les personnes concernées se désintéressent des projets car après un laps de temps aussi long le prix des machines a augmenté et les capitaux réunis ont été consacrés à autre chose. J'ai lu avec satisfaction dans le rapport de la récente réunion d'Accra que les études de faisabilité figurent parmi les activités que l'on peut associer à la recherche. La création d'une industrie pose un grand nombre d'autres problèmes complexes. Pour qu'une entreprise soit efficace et qu'elle fonctionne bien, elle doit comporter trois grands départements : administration,

comptabilité et production. Dans les grandes sociétés, ces départements ont à leur tête un technicien qualifié et expérimenté et chacun d'eux est à son tour subdivisé en services techniques. Ainsi, le département de l'administration peut comporter des services commerciaux et des services de relations publiques et de publicité et celui de la production des services spécialisés dans la mécanique ou les études techniques, la fabrication et la mise au point des produits et parfois, un laboratoire chargé des analyses, des recherches, de l'essai de produits finis, etc. Je suis persuadé que la plupart d'entre vous connaissent bien les problèmes complexes posés par la création d'une industrie. Les progrès scientifiques ont été à ce point importants et ils sont de nos jours si rapides que les industriels doivent se tenir constamment en éveil. C'est la raison pour laquelle les produits manufacturés des pays en voie de développement ont du mal à s'imposer. La production doit bénéficier du concours de la recherche industrielle et scientifique. C'est une nécessité à ce point vitale que nombre de grandes entreprises se sont dotées de services de recherche bien équipés. Des entreprises fabriquant des produits similaires s'associent quelquefois pour créer des centres de recherche communs.

Les récents voyages au Japon, en Chine, en Amérique, au Royaume-Uni et dans d'autres pays d'Europe ainsi qu'en Inde m'ont convaincu que l'Afrique comptera bientôt parmi les géants économiques. Quand on songe au Japon avec ses maigres ressources naturelles et sa forte population, on ne voit pas pourquoi l'Afrique resterait pauvre. Pendant combien de temps encore l'Afrique servira-t-elle de dépotoir pour les produits fabriqués dans les pays développés ? C'est vous scientifiques, fonctionnaires et industriels africains qui êtes le mieux placés pour répondre à cette question. Les gouvernements africains ont compris la nécessité de créer des industries et ils exhortent leurs ressortissants à prendre en main les destinées de l'économie de leur pays et à s'emparer de ses secteurs clés en se ralliant à la cause de l'industrialisation.

On peut toutefois se demander s'ils connaissent vraiment les moyens dont leurs ressortissants ont besoin pour y parvenir. Je puis vous répondre par l'affirmative car nombre de pays d'Afrique ont beaucoup investi dans la création d'instituts de recherche. Les plans économiques et industriels qu'ils ont établis prouvent également qu'ils s'efforcent d'axer leur politique sur l'industrialisation. Conscients de leurs insuffisances, la plupart d'entre eux font appel à des experts des pays développés. J'ai constaté en lisant le rapport de la réunion consultative sur la recherche industrielle

qui s'est tenue en janvier 1977, que les programmes de recherche industrielle établis par l'ONUDI et d'autres organismes similaires couvrent presque tous les domaines appropriés de l'industrie, mais la question est de savoir si les instituts de recherche s'entendent strictement à des objectifs fixés. Très souvent, les chercheurs se fixent leurs propres objectifs et travaillent à des projets ou à des produits qui leur assureront un certain prestige dans les milieux universitaires ou qui les feront connaître. Même si pour sa part que pour qu'un programme de recherche soit véritablement utile à l'industrie et donne les résultats attendus, il doit viser avant tout à aider les entreprises existantes à accroître leur efficacité et à fabriquer des produits de grande qualité. Il faut pour cela que les chercheurs et les industriels s'entendent et coopèrent, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle.

Lorsque les chercheurs ont jugé satisfaisant le fonctionnement d'une industrie ils doivent normalement entreprendre des recherches en vue de mettre au point des produits nouveaux. Toutefois, pour pouvoir dire que leurs travaux peuvent être utilisés avec succès dans l'industrie, ils doivent attendre que les résultats obtenus aient été soumis à de nombreux essais effectués à l'aide du matériel voulu dans une industrie existante et que le calcul des coûts de production ait montré que l'opération était rentable. Les instituts de recherche publient souvent les résultats de leurs travaux comme s'ils pouvaient être utilisés pour une opération rentable si bien que de nombreux gouvernements accusent les industriels de ne pas en tirer parti. On voit donc qu'il est nécessaire que des relations cordiales s'instaurent entre les chercheurs et les industriels qui ont besoin les uns des autres pour obtenir de bons résultats.

Je souhaiterais à présent attirer votre attention sur la question de la mise au point de produits destinés spécialement à l'exportation. Un grand nombre de nos industries utilisent les mêmes procédés que les entreprises des pays développés mais très souvent leurs produits finis sont de moins bonne qualité que dans ces derniers du fait de la composition des matières premières qu'elles utilisent. Ceci tendrait à prouver que pour que l'industrie africaine s'impose sur les marchés mondiaux il faut qu'elle mette au point des produits spéciaux qui, s'ils sont acceptés, ne se heurtent à aucune concurrence. Toutefois, il faut que nos ingénieurs construisent les machines nécessaires pour le traitement des produits alimentaires suivant les méthodes traditionnelles. Je sais par expérience que la plupart de nos soupes notamment d'arachide ou de palme ainsi que nos ragoûts pourraient se vendre aussi bien que les produits

analogues fabriqués en Inde et dans d'autres pays d'Asie. Je déplore très souvent la lenteur avec laquelle nos chercheurs travaillent. Ainsi, ils devraient déjà avoir mis au point des machines pour piler le fufu et une meilleure méthode pour griller le gari, l'une des denrées les moins chères et les plus populaires en Afrique de l'Ouest.

En voyant la triste situation dans laquelle se trouvent les industriels africains, on peut dire que si rien ne change ils n'accéderont jamais aux positions dominantes et les nouveaux venus n'oseront pas tenter l'aventure. Les principaux outils dont ils ont besoin pour accéder aux postes de commande de l'économie sont des capitaux et des connaissances techniques suffisants. La situation telle qu'elle se présente actuellement dans de nombreuses entreprises locales est décevante et décourageante. Très souvent, leurs directeurs généraux sont en même temps chefs de tous les départements. En d'autres termes, ils sont à la fois directeurs de la production, comptables, chercheurs, messagers, chefs du service des achats et des ventes, etc. Pour alourdir encore un peu plus leur emploi du temps, les services ministériels, faute de coordination, déversent sur eux un flot de formulaires de renseignements concernant la production et les besoins de leur entreprise.

Le Japon était autrefois un pays en voie de développement, mais grâce à une planification adéquate et à l'application d'une politique axée sur les exportations, il est devenu un géant économique. Si l'on en juge par sa politique économique et industrielle, l'Inde suit les traces du Japon. Les gouvernements de ces deux pays comme la plupart de ceux des pays développés considèrent les problèmes industriels comme des "problèmes nationaux". Ils ne se contentent pas d'établir des plans mais prennent les mesures d'encouragement nécessaires. Dans leurs budgets, ils accordent une place importante aux instituts de recherche, aux centres de formation pour le personnel de certaines industries et aux centres de services communs chargés d'aider les entreprises locales. En Inde, tout national possédant les qualifications requises pour diriger une entreprise peut s'adresser à un service spécial qui lui fournira des études de faisabilité établies en fonction des ressources naturelles du pays. S'il décide de créer une entreprise, il remplit les documents nécessaires et est envoyé à une banque industrielle qui lui fournira les fonds dont il a besoin avec la garantie de l'Etat. Après cela, il se rend dans un service de la India National Trading Company pour passer une commande des machines requises et on lui accorde un emplacement dans un domaine industriel convenablement

écrit. L'Inde a été rejointe par les 60 pays qui ont suivi attentivement par des spécialistes qualifiés (économistes, concurrents, économistes, etc.). Le gouvernement a fait le maximum pour que l'aide fournie soit utilisée correctement et avec profit et pour que les capitaux soient employés à bon escient.

Pour que les entreprises locales puissent survivre dans la lutte économique actuelle il faut que les gouvernements africains leur accordent des conditions de faveur. Pendant des années, les industriels d'Inde ont pu, faute de capitaux, utiliser leurs licences pour importer les matières premières dont ils avaient besoin. Cette question a été étudiée par la Ghana Manufacturers Association et il y a à peine un an un système spécial de garantie a été mis au point en vertu duquel tout fabricant local qui présente à sa banque une licence d'importation, un certificat d'acquiescement des impôts, un bilan et une lettre de la GMA attestant qu'il est membre de l'association se voit accorder une lettre de crédit sans avoir rien à payer. Lorsque les marchandises sont livrées il doit payer 25 % de leur prix total, droits de douane compris, et le reste en six mois à 10 % d'intérêts. C'est là un exemple typique du traitement de faveur à laquelle j'ai fait allusion. En Inde, la loi interdit aux entreprises textiles de produire des tissus ou des imprimés qui sont encore fabriqués artisanalement alors qu'en Afrique, les usines textiles étrangères produisent des tissus et des imprimés dont les modèles ont été mis au point par nos ancêtres.

Les gouvernements africains doivent pratiquer la discrimination et la protection pour encourager les industriels locaux. Avant de conclure, je voudrais engager les autres pays africains à créer des associations de fabricants. Les avis donnés par celle du Ghana ont été très utiles à ses membres et au gouvernement. Je propose que l'ONUDI se penche sur ce problème et étudie comment les industriels africains pourraient se grouper. Cela favorisera en outre la coopération en matière de planification et permettra d'éviter les doubles emplois car si l'on ne remédie pas à ces derniers, les échanges entre les pays d'Afrique en seront affectés.

Je voudrais en conclusion insister sur le fait que c'est au tour de l'Afrique de se lancer dans la compétition économique. Cette compétition doit être disputée par les Africains eux-mêmes. L'équipe africaine devrait être formée des gouvernements, des scientifiques, des ingénieurs, des industriels et des hommes d'affaires sans oublier

les organismes des Nations Unies. Chacun de ces groupes a un rôle capital à jouer et chacun de leurs membres est aussi important qu'un autre et doit être traité comme tel. Nous devons admettre cette vérité que pour que chacun de ces groupes s'acquitte efficacement de sa tâche et joue le rôle qui lui revient il a besoin du concours des autres. Dans cette compétition, les gouvernements feront fonction de capitaines et les organismes des Nations Unies de coordonnateurs. Ces organismes doivent s'efforcer de réunir aussi souvent que possible les membres de l'équipe jusqu'à ce qu'ils puissent voler de leurs propres ailes. Si nous appliquons un tel plan d'action et si chaque membre de l'équipe joue son rôle honnêtement et avec le dévouement et l'énergie nécessaires et s'il fait preuve de persévérance dans l'adversité, l'Afrique, grâce à l'industrie, ne tardera pas à gagner le pari économique.





75. II. 20